

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Marché 2025-03-01_OPAH-RU

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

SUIVI ANIMATION DU DISPOSITIF OPAH-RU MULTISITES

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS FOYEN

2, avenue Georges Clemenceau – BP 74

33 220 PINEUILH

☎ 05.57.46.20.58 – mail : contact@paysfoyen.fr

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 07.04.2025 à 12h00

Article 1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne la réalisation d'une prestation de suivi animation dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH RU) multisites.

l'OPAH RU multisites concerne les communes de Pineuilh, Pellegrue, Sainte-Foy-la-Grande (33) et Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt (24). Elle vise à améliorer durablement le parc privé du territoire de la Communauté de Communes du Pays Foyen et notamment à lutter contre l'habitat indigne, à améliorer l'efficacité énergétique des logements et à favoriser l'autonomie des personnes âgées et handicapées.

Article 2 – Etendue de la consultation

2-1 Mode de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte définie aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

2-2 Caractéristiques du marché

Le présent marché est un marché de services (prestations intellectuelles).

Les prestations du marché donnent lieu à un marché ordinaire.

2-3 Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse la réalisation des prestations, objet du présent marché.

2-4 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code : 71241000-9 – Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse

Code : 75123000-4 – Services administratifs du logement

2-5 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 3 – Conditions de la consultation

3-1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3-2 Options - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3-3 Condition de participation des candidats

Les candidats peuvent se présenter seuls, ou sous la forme de groupement d'opérateurs économiques.

La candidature mentionnera s'il s'agit d'un groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour l'ensemble des obligations à l'égard du pouvoir adjudicateur.

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membre d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements

3-4 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Toutefois, ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 – Durée du contrat

Le présent marché est conclu pour une durée de 5 ans (2025-2029).

Il débutera à compter de la date fixée par ordre de service et prescrivant au titulaire le commencement d'exécution.

Il est précisé que les dossiers déposés par le prestataire en fin de mission seront suivis par ce dernier jusqu'à la clôture des dossiers, c'est-à-dire jusqu'au paiement de la dernière subvention, et ce, sans rémunération complémentaire.

Article 5 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC), applicable aux deux lots et définissant les règles applicables dans le cadre de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le document financier (DPGF)
- La convention de financement pour l'OPAH RU multisites signée par les communes et les partenaires

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur de la Communauté de Communes du Pays Foyen, accessible à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr> sous la référence 2025-03-01_OPAH-RU

Les candidats sont invités à renseigner, lors du téléchargement des documents, la raison sociale de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique valide, afin de bénéficier, en tant que de besoin, de toutes les informations complémentaires qui pourraient être diffusées au cours de la consultation et notamment les éventuelles précisions ou les reports de délais.

Dans l'hypothèse où des candidats feraient le choix de télécharger le dossier de consultation sans authentification ou si l'adresse mail communiquée est erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier disponible sur le profil acheteur de la Collectivité afin de vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions et des réponses ont été publiées.

Article 6 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres remises par les candidats doivent être entièrement rédigées en langue française et libellées en euros.

Si les offres remises sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; la traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le(s) candidat(s).

6-1 Candidature

Chaque candidat produit à l'appui de sa candidature un dossier complet qui comprendra les pièces énumérées ci-après :

- ✖ Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion (interdiction de soumissionner) prévus aux articles L. 2141-1 à L.2141-5 et aux articles L.2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique
 - Copie du ou des jugements si le candidat est en redressement judiciaire
 - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L.5212-11 du Code du travail

- ✖ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
 - Une preuve d'une assurance pour risques professionnels correspondant à l'objet du présent marché

- ✖ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
 - Liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire, assortie, le cas échéant, d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations devront indiquer le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations.
 - Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite de prestations de même nature que celle du présent contrat.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration de candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses

capacités. En outre, pour justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6-2 Offre

- ✖ L'acte d'engagement et son annexe intégralement complétés, datés et signés par une personne ayant le pouvoir d'engager le candidat
- ✖ Le document financier mixte : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et Bordereau des Prix Unitaires (BPU) à compléter si nécessaire et à signer par le candidat ; étant précisé que ce dernier devra identifier chaque phase de la prestation par mission et donner le coût de la prestation dans son ensemble
- ✖ Un mémoire méthodologique comprenant les éléments suivants :
 - Les moyens humains affectés à la mission et la désignation d'un chef de projet. Le candidat précisera les qualifications de l'équipe affectée au projet, le profil des intervenants, en lien avec les compétences attendues, l'organisation de l'équipe, le rôle de chaque membre et la présentation des titres d'études. En cas de groupement, il conviendra de préciser le fonctionnement prévu et les missions de chacun.
 - La méthodologie envisagée dans le cadre de la réalisation des missions de suivi-animation de l'OPAH RU multisites, du montage des dossiers de demande de subvention des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs auprès des différents financeurs et de l'accompagnement des communes dans la mise en œuvre des procédures coercitives nécessaires à la réalisation de leur projet de renouvellement urbain.
 - Les modalités de travail et de communication et d'échanges avec les collectivités et les partenaires

Il est précisé aux candidats que la note méthodologique sera rendue contractuelle. Les candidats devront s'attacher à proposer une offre concise, précise et la plus adaptée à la mission décrite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 7 – Conditions d'envoi et de remise des offres

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent impérativement transmettre leur offre de manière électronique.

La transmission des documents est effectuée sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01/00) Paris,

Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré comme « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres telles qu'indiquées sur la première page du présent document.

Il est rappelé que le dossier d'offre doit être remis en une seule fois (article R.2151-6 du Code de la commande publique). Aussi, et dans le cas où plusieurs offres seraient remises successivement par un même candidat, seule la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera prise en compte.

Par ailleurs, et conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier de candidature et d'offre transmis par voie électronique, doit être transmise sous pli scellé à l'adresse suivante :

Communauté de Communes du Pays Foyen
Pôle Juridique & Marchés Publics
2 Avenue Georges Clemenceau – BP 74
33220 PINEUILH

La copie de sauvegarde devra être transmise dans une enveloppe cachetée qui portera obligatoirement la mention :

Offre pour le suivi animation du dispositif de l'OPAH RU multisites
Candidat :
Avec la mention « ne pas ouvrir »

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, dans l'hypothèse où le candidat souhaiterait signer électroniquement son offre, il devra utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAeS, CAeS ou PAeS).

Article 8 – Examen des candidatures et jugement des offres

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours maximum.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique, ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation.

Toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Le jugement des offres s'effectuera à partir des critères pondérés suivants :

Critère n°1 : valeur technique de l'offre	60 %
<i>Sous-critère n°1 : compréhension des enjeux et des objectifs du suivi animation de l'OPAH RU</i>	12
<i>Sous-critère n°2 : méthodologie proposée</i>	18
<i>Sous-critère n°3 : composition de l'équipe : présentation de l'équipe pluridisciplinaire, CV et expériences détaillées des intervenants, désignation d'un chef de mission</i>	15
<i>Sous-critère n°4 : organisation de l'équipe</i>	9
<i>Sous-critère n°5 : moyens techniques mis en œuvre pour mener à bien les missions</i>	6
Critère n°2 : prix des prestations	40 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

- ✖ La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère « prix des prestations » est la suivante :

$$\text{Note} = (\text{Montant économiquement le plus bas} / \text{Montant de l'offre considérée}) \times 40$$

- ✖ Notation du critère « valeur technique » :

Chacun des sous-critères sera apprécié au vu du mémoire méthodologique remis par le candidat.

Concernant les offres anormalement basses, le pouvoir adjudicateur prendra les mesures nécessaires pour les détecter. S'il estime qu'une offre est potentiellement anormalement basse, des précisions sur la composition de l'offre seront demandées par écrit au candidat concerné. Le pouvoir adjudicateur pourra, par décision motivée, rejeter une offre dont le caractère anormalement bas est établi, si les justifications apportées paraissent insuffisantes.

Après examen des offres et afin de s'assurer de la meilleure satisfaction possible des besoins, le pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article R. 2123-5 du code de la Commande publique, se réserve la possibilité d'engager des négociations avec l'ensemble des candidats ayant présenté les offres les mieux classées.

Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le présent marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée à l'issue de l'analyse sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ; à savoir :

- Attestation de vigilance URSSAF datée de moins de 6 mois
- Attestation de régularité fiscale
- Attestation d'assurance responsabilité civile
- Extrait Kbis daté de moins de 3 mois
- Attestation de régularité au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, ou, à défaut, une attestation certifiant que l'entreprise n'est pas concernée par cette obligation, lorsque l'effectif de l'entreprise est de moins de 20 salariés
- Liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à une autorisation de travail (précisant la nationalité, la date d'embauche et le type de numéro de l'autorisation de travail) ou, à défaut, une attestation de l'entreprise certifiant qu'elle n'emploie pas de salariés étrangers soumis à une autorisation de travail

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2141-7 du code de la commande publique, si le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs et moyens de preuve requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Article 9 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent adresser une demande écrite au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des dossiers via le profil acheteur de la Collectivité, à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Afin de respecter une stricte égalité entre les candidats, les réponses aux questions seront adressées, via la plateforme de dématérialisation, à l'ensemble des personnes ayant retiré un dossier, au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des dossiers.

Article 10 – Procédures de recours

Le Tribunal territorialement compétent est le :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet – CS 21490

33063 BORDEAUX Cedex

Tél : 05.56.99.38.00

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr